

Penser et agir contre la faim : entre crise et sécurisation

Pierre Janin

▶ **To cite this version:**

Pierre Janin. Penser et agir contre la faim : entre crise et sécurisation. Quand manger est un problème : les politiques de l'alimentation au XXIe siècle, Science Po Bordeaux - UMR Les Afriques dans le monde - CNRS, Mar 2018, Bordeaux, France. ird-01742203

HAL Id: ird-01742203
https://ird.hal.science/ird-01742203

Submitted on 24 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Penser et agir contre la faim : Entre crise et sécurisation[1]

Pierre Janin
Chargé de recherche IRD, HDR
UMR *Développement et Sociétés*
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent sur Marne cedex
pierre.janin@ird.fr

(Référence à citer : Pierre Janin, 2017. *Penser et agir contre la faim : entre crise et sécurisation*, Projet SAOATI, UMR *Développement et sociétés*, Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne/IRD, décembre 2017, 21 p.)

La sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) est un défi sociétal et politique majeur en Afrique subsaharienne. Elle est, à la fois, un objet d'analyse scientifique en évolution[2] et un champ d'action en recomposition. En sciences sociales, elle est communément abordée selon plusieurs angles : comme paradigme néo-libéral (Jarosz, 2013), comme champ technocratique[3], comme arène actionnaliste[4] et comme scène médiatique (Janin, 2010). La SAN n'est donc pas seulement un objectif de l'agenda opérationnel du développement (ODD n° 2), mais plus encore – par elle-même – un enjeu de pouvoir.

Indéniablement, le temps y constitue une variable fondamentale, pour l'analyse et pour l'action (Janin, 2009a), dans des contextes d'aléas et d'incertitudes renforcées, quand il ne s'avère pas être un facteur limitant intrinsèque (Lautze and *al.*, 2012). Ainsi, un niveau relatif de sécurité ne peut être obtenu sans considérer sa durée et sa stabilité, dans un espace donné. Or, du fait des discordances entre les transitions démographiques, alimentaires et nutritionnelles en Afrique subsaharienne (Bosu, 2015), il paraît un peu vain de définir ce qui relèverait d'un état de sécurité ou d'insécurité, sans en préciser l'échelle, le rythme et la localisation[5]. De même, la question de l'anticipation, traduite sous le terme de préparation (dans le champ de la gestion des catastrophes et des crises) et de prévention (dans le champ bio-médical), y est essentielle :

---

[1] Ce texte a été rédigé dans le cadre d'un partenariat public-privé, associant par le biais d'une convention, intitulée *Sécurisation alimentaire : objets, acteurs et trajectoires d'innovation au Burkina Faso*, le *Groupe Nutriset* et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il cherche donc à répondre à des attentes et des exigences multiples, en menant de front ambition analytique et visée didactique.

[2] Cette dimension n'est pas l'objet premier de ce texte et ne sera donc développée que brièvement.

[3] Au sens où l'entend P. Bourdieu (1992), à la fois comme « champ de force, « champ de luttes », « champ de ressources et de positions sociales différenciées », multi-agents et multi-échelles.

[4] Cette notion implique de considérer que les interactions entre phénomènes sont, au moins autant, décisives, dans la construction d'un problème (et d'une crise) et son éventuelle résolution que le risque constitué lui-même.

[5] Si les différentes formes de durabilité agro-environnementale font l'objet de propositions de plus en plus précises (Urruty and *al.*, 2015), en revanche, la durabilité dans le champ alimentaire reste plus hésitante.

elle a donné lieu à de multiples cadres et instruments dont la fonctionnalité est limitée par l'éclatement des pouvoirs de décision ou le manque de moyens consacrés.

Par ailleurs, ce lien étroit entre spatialités et temporalités semble diversement pris en considération par les acteurs impliqués. Si pour les familles et pour les communautés, il organise pleinement la vie quotidienne (Liu, 2017), il a longtemps été réduit à une simple catégorie pratique (conjoncturel/structurel) par les professionnels de l'aide et du développement. Depuis le milieu des années 2000, en revanche, la multi-temporalité (court, moyen et long termes) s'est peu à peu imposée dans les cadres d'intervention, sur fond d'apparition de crises « durables », de « sorties de crise » incertaines et de nécessaire adaptabilité au changement global accéléré (Misselhorn and *al*., 2010). Puis, au début de la décennie suivante, la notion de durabilité s'est peu à peu imposée comme une exigence partagée dans le champ de l'aide et du développement au-delà du milieu scientifique (Trentmann and *al*., 2015). La question des temporalités constitue donc un élément clé d'analyse des transitions entre crise et sécurisation.

La première partie de ce texte questionne les limites du paradigme de « sécurité alimentaire et nutritionnelle » en dépit de ses reconfigurations progressives visant à mieux saisir sa multi-dimensionnalité. Ainsi, la relation entre situation à risque/de crise et modalités de traitement, presque toujours considérée comme une évidence, est rarement discutée dans ses réalités contextuelles particulières.

Autre paradoxe, alors que les défis alimentaires se diversifient, la notion de crise a été calibrée pour un usage opérationnel, faute de pouvoir intégrer ses dimensions les plus politiques. De même, en matière de lutte contre la faim, beaucoup d'actions s'appuient sur des postulats préétablis, des présupposés plus ou moins réifiants ou des généralisations qu'il importe de questionner systématiquement (Fan and Brzeska, 2016)[6]. C'est à elle que se consacre la deuxième partie.

À rebours, la notion de « sécurisation », parce qu'elle se démarque de l'idée de standards normés à atteindre et s'intéresse davantage aux processus, aux interactions et à leurs réagencements – donc à ce qui advient – apparaît féconde pour repenser nos cadres et nos répertoires d'analyse et d'action. C'est ce que nous nous efforcerons de présenter dans la dernière partie.

Ce document de synthèse vise trois objectifs :

- mettre en perspective critique un domaine d'action qui a connu des renouvellements importants au cours de la décennie écoulée ;
- approfondir la compréhension des relations existantes entre crise et processus de sécurisation ;
- et, enfin, préciser, pas à pas, le contenu de la sécurisation alimentaire, comme cadre d'analyse, cadre d'action et cadre de réflexion sur l'action.

1. La sécurité alimentaire et nutritionnelle entre expertise et gouvernementalité[7]

S'alimenter, bien se nourrir est un défi quotidien, quels que soient les contextes géographiques, économiques et politiques. Celui-ci dépasse la seule question des stocks de denrées disponibles ou mobilisables individuellement à un moment particulier, pour englober les modalités d'allocation et de redistribution à différentes échelles ou encore les rapports sociaux de pouvoir orientant les capacités d'action de chacun. De manière plus globale, s'alimenter dépend aussi de l'orientation stratégique des systèmes agricoles et alimentaires.

Même si sa définition a été stabilisée depuis 1996, la SAN n'a cessé de s'élargir, dans ses questionnements et dans ses objets, du fait d'attentes et de demandes nouvelles : elle compile et agglutine plus qu'elle n'intègre

[6] Selon lesquelles, par exemple, les OGM constituent une réponse probante et immédiate à l'insécurité alimentaire, l'amélioration du fonctionnement du marché peut améliorer, *de facto*, la sécurité alimentaire des ruraux les plus vulnérables,…

[7] *"A technology of government is 'an assemblage of forms of practical knowledge, with modes of perception, practices of calculation, vocabularies, types of authority, forms of judgment, architectural forms, human capacities, non-human objects and devices, inscription techniques and so forth, traversed and transected by aspirations to achieve certain outcomes in terms of the conduct of the governed' "* (Ilcan and Phillips, 2003, p. 444, d'après Rose, 1999, p. 52). C'est sans doute en cas de crise avérée que la notion de « technologie globale de gouvernement » trouve le plus concrètement sens, avec la formalisation de *cluster* humanitaire à l'échelle nationale, parfois en concurrence avec certains dispositifs nationaux étatiques (Ethiopie, Niger,…).

réellement (Alpha et *al*., 2013). Selon les périodes et les contextes, elle entend aborder de nouveaux enjeux à l'interface des questions de sécurité foncière, énergétique, hydraulique, migratoire et sanitaire (von Braun, 2013).

1.1. Une question globale en expansion

Au-delà, atteindre un niveau « satisfaisant » de sécurité alimentaire renvoie à la co-viabilité des choix techniques réalisés et des options politiques retenues, même si la question est rarement posée en ces termes, si ce n'est en les opposants souvent frontalement, en dépit d'interactions fortes : sécurité/souveraineté (Schanbacher, 2010), inégalité/justice, rural/urbain, spécialisation/diversification, survie/accumulation, dépendance/autosuffisance…

Comme champ d'analyse et d'action, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ne s'est constituée que très récemment[8]. La décennie 2000 a ainsi été marquée par le renforcement de cette liaison, en dépit du caractère disjoint des cadres d'analyse du risque et des crises qui prévalaient comme des outils de traitement qui en dépendaient : la question des ressources alimentaires étant tantôt abordée d'un strict point de vue de la production, tantôt en termes d'accès économique, tantôt sous l'angle de la qualité des nutriments, beaucoup moins souvent en des termes politiques et sociétaux. Certes, ces distinctions perdurent encore, du fait des spécificités des mandats des institutions impliquées, mais le souci de transversalité tend peu à peu à s'imposer, au moins comme injonction mobilisatrice et comme question scientifique (Sage, 2013). Une autre difficulté pour l'analyse réside dans les échelles et les niveaux d'analyse auxquels de nombreux documents font longuement référence : depuis l'échelle des Etats (stratégie nationale et données macro-économiques d'accès et de consommation par exemple) jusqu'à la dimension individuelle de satisfaction[9].

Ainsi, un effort croissant est fait, depuis une décennie, pour traduire la complexité de la SAN d'un point de vue conceptuel (transition[10], durabilité, justice, démocratie, résilience,…) et thématique (relations entre instabilités, mobilités et inégalités, bien-être et capabilités, reconstruction post-conflit et résilience,…). Le nombre de revues scientifiques, pas toujours spécialisées, abordant cette question est allée en augmentant avec une volonté de traiter des interactions, interrelations, synergies entre les domaines et les disciplines (Foran and *al*., 2014) afin d'irriguer l'action publique et d'éclairer les acteurs de terrain (UN-HLTF, 2011).

Les porosités thématiques et disciplinaires observées entre alimentation et nutrition sont multiples : place croissante de la nutrition dans les discours (autonomisation de la notion de « crise nutritionnelle » par rapport à celle de « crise alimentaire » par exemple), dans les dispositifs (intégration d'indicateurs nutritionnels ou de bien-être dans les systèmes experts), dans les projets (déploiement de la notion d'agriculture sensible à la nutrition) ; en parallèle, élargissement des questionnements de la nutrition publique à des marqueurs socio-économiques (inégalités, genre,…) avec des méthodes de *scoring* qualitatives, souvent réductrices de la richesse des situations vécues.

---

[8] Si les relations étroites entre *food security* et *nutrition security* ont été pensées par les scientifiques dès le début des années 1990 (Babu and Quin, 1994), elle n'a commencé à irriguer le champ de l'expertise, de l'aide et du développement qu'à partir de milieu de la décennie suivante, faisant l'objet de nombreux débats, avant d'être officiellement validée par le Comité à la sécurité alimentaire de la FAO sous le vocable, *food and nutrition security*, en 2010. Elle est donc désormais clairement énoncée comme une composante intégrale de la sécurité alimentaire (Hwalla and *al.*, 2016).

[9] À cet égard, l'individu apparaît clairement, depuis la période coloniale, comme l'échelon de plus en plus privilégié d'intervention, à des fins d'efficacité (ex-ante/ex-post) et d'exemplarité (bon usage/mauvaise pratique), du domaine agricole à la nutrition, contrairement aux formes plus collective d'organisation qui sont, soit moins connues (limites et dynamiques réelles), soit décriées (peu représentatives, peu fonctionnelles,…) et rentrent moins aisément dans les processus de catégorisation en matière de SAN.

[10] La notion de transition fait l'objet de multiples acceptions, selon la nature des principaux paradigmes (choix rationnel, évolution, structuralisme, constructivisme, fonctionnalisme, lutte de pouvoirs, relationnisme) qui l'étudient (Geels, 2010 : p. 504).

Dernier point, ce qui relève du politique, au sens large[11], est clairement perçu, par les acteurs de la SAN comme une clé d'échec des projets, des programmes et des politiques, mais sa traduction reste assez difficile : synonyme de tensions, de mobilisations sociales et de conflits, le politique est plus rarement un outil d'analyse prospective (matrice d'analyse des conflictualités potentielles et de confrontations d'intérêts divergents (selon la méthode MACTOR[12] ou le *RAPID framework*[13]).

Pire, ce processus de réappropriation de la complexité et de la transversalité de la SAN reste souvent lent, partiel, voire superficiel. Les thématiques binaires l'emportent plutôt (sida et crise nutritionnelle, changement climatique et résilience alimentaire, accaparements fonciers et insécurité alimentaire, conflits et crise alimentaire,…) dans les préoccupations et les restitutions. La plupart des agents appliquent les cadres d'analyse déjà définis et validés par leur institution d'appartenance épousant, sans grand distance critique, les injonctions programmatiques et les engagements pour la réalisation des ODD, sans pouvoir nécessairement les expliciter et, mieux encore, les questionner. Ainsi, sur le terrain, la juxtaposition d'activités segmentées domine encore par rapport à une réelle intersectorialité (Alpha *op. cit*.).

Quant aux analyses intégrées, mêlant observations immédiates et retours comparés d'expériences, elles restent surtout l'apanage de cadres, bien formés, occupant des postes à responsabilité, au carrefour de plusieurs métiers et mondes professionnels. De fait, si les interactions entre aléa, risque et décision sont souvent prises en compte, elles le sont de manière souvent fonctionnalistes (cadre programmatique d'actions cumulées), voire causales (étude d'impact) et paramétrique (mesure chiffrée), alors même que la variabilité des contextes impliquerait de réaliser des études enracinées, à partir de méthodologies adaptées et spécifiques.

1.2. Un champ nourri d'ingénierie technocratique

La SAN est également caractérisée par un prisme technocratique et humanitaire marqué. Elle est un des domaines d'excellence de l'analyse experte, avec son lot de termes dédiés (concepts et cadres logiques), de données quantitatives (indicateurs, scores) (Masset, 2011), de méthodologies de collecte et d'analyse (rapide, participative, *Household economy approach*, auto-ciblage,…), de supports techniques dédiés (systèmes d'information géographique, systèmes d'information sur les marchés,…) mis en œuvre par des institutions publiques ou privées, souvent redondantes et/ou concurrentes, donnant prise à l'idée de « quantophrénie » et de « méthodophrénie » (Arditi, Janin et Marie, 2011 : p. 28)[14].

On y procède fréquemment par injonctions, prescriptions et mise en objectifs afin de délimiter ce qui est « bon », « souhaitable », « déconseillé », « mauvais », du point de vue des représentations, des produits comme des pratiques (Twigg, 2004 ; Sanchez Garrido E. et Suarez Sanchez I., 2015 : p. 40). Quant aux défis à relever, compte tenu de leur confinement à cette arène technocratique, ils sont présentés comme pouvant l'être par des actions techniques renouvelées et/ou systématisées (Negatu and Musahara, 2016). Dans cette optique, les innovations jouent un rôle clé : comme discours mobilisateur pouvant aller jusqu'à la rhétorique, comme support pour créer un effet d'entraînement, comme ambition transformatrice des pratiques individuelles jusqu'aux systèmes eux-mêmes. Les enjeux et défis, qui traversent la SAN, sont beaucoup plus

[11] Ce qui inclut à la fois la question des normes, des représentations et des subjectivités comme des mobilisations et des compétitions plus ou moins violentes pouvant aller jusqu'au conflit mais également la question de l'acceptabilité des actions menées au nom de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

[12] La méthode *Mactor* (*Matrice des alliances, conflits, tactiques, objectifs et des recommandations*), issue des travaux de M. Godet, cherche à modéliser les interactions entre les différents acteurs d'un projet ou d'une organisation.

[13] Le *RAPID Framework* s'intéresse à caractériser les contextes politiques dans lesquelles doivent être déployées les actions à partir de l'analyse fine de cinq éléments : « *macro-political context; (ii) specific context of policy formulation; (iii) policy implementation; (i v) decisive moments in the policy process; and (v) the way policymakers think* ». Tout au long de cette analyse, une attention particulière sera portée sur la circulation entre les différents types d'acteurs impliqués de ce qui est identifié comme des « évidences scientifiques » (Court with Cotterrell, 2006). Voir également la note stratégique https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/198.pdf.

[14] *« … un goût marqué pour l'évaluation en interne, fort commode pour légitimer ses propres interventions, mais peu propice à l'objectivité (on ne peut être juge et partie), non plus qu'au retour réflexif et critique nécessaire à l'amélioration des programmes ; et aussi une tranquille ignorance de la production scientifique dans le domaine des sciences sociales et, plus généralement, dans la connaissance des pays, régions et populations sur lesquelles on intervient »* (p. 23).

rarement posés en termes politiques, comme choix prioritaires, arbitrages stratégiques (rural/urbain, producteur/consommateur, produire/importer) (Janin 2017) pour un ensemble de décideurs confrontés à ce qui apparaît bien comme de vrais dilemmes (Rittel, 1973).

En parallèle, la SAN, comme bien d'autres domaines experts, se caractérise également par une capacité renouvelée à « moderniser », pas à pas, les instruments qu'elle a en portefeuille, à les labelliser (et à les légitimer) comme tels, même s'ils ne renouvèlent pas nécessairement ceux qui précèdent, tout en passant souvent sous silence les principales contraintes auxquels ils doivent faire face ainsi que leurs limites intrinsèques. Rares sont, à ce jour, les travaux, hors champ scientifique, proposant une lecture comparative critique de ces instruments en insistant, notamment, sur la difficile prise en compte de la stabilité et durabilité de la question alimentaire et nutritionnelle (Pagaribowo and *al*., 2013).

Afin de répondre à un impératif croissant d'efficacité et de réactivité, les acteurs œuvrant dans ce secteur ont recherché, depuis la crise alimentaire et nutritionnelle de 2005, à harmoniser leurs différents cadres d'analyse et d'action (Janin, 2015), quitte à perdre en nuance et en spécificité, forgeant pas à pas une approche *main stream*, faussement consensuelle, qui génère, de fait, ses propres contradictions et paradigmes divergents (Maye and Kirwan, 2013 ; Mooney and Hunt, 2009). Même si, dans un contexte d'insécurités globales croissantes en Afrique subsaharienne, la priorité va plus que jamais à des « *stratégies hyper-rationalisées de gestion des risques* » (Hinrichs, 2013).

L'insécurité – comme la sécurité – alimentaire et nutritionnelle est ainsi essentiellement définie, mesurée et traitée à l'aune d'un ensemble de critères internationaux, souvent de manière surimposée et extérieure aux sociétés locales comme aux attentes individuelles des mangeurs en termes de représentation et de satisfaction. De fait, certaines initiatives micro-locales, en matière de lutte, peuvent ainsi souffrir d'un manque d'appui comme de reconnaissance de la part de ces mêmes « systèmes experts » institués et constitués. Et, du fait de dispositifs de surveillance et de suivi des situations à risque, à couverture nationale – n'ayant ni les moyens financiers, ni les ressources intellectuelles permettant d'analyser les corpus de données hâtivement collectées (lorsqu'elles le sont réellement) –, les connaissances réelles sur les situations localisées restent éminemment parcellaires, voire biaisées. Par ailleurs, un hiatus important existe entre certaines réalités locales, parfois explicitement référencées du fait de micro-projets et la trajectoire nationale, appréciée à l'aide d'agrégats de données composites. De même, les échelles moyennes (administratives), les dimensions collectives (communautés) et les dynamiques des systèmes alimentaires restent souvent moins bien connues.

1.3. Une arène (de rapports sociaux) de pouvoir

La SAN est, en parallèle, un champ privilégié d'intervention pour des acteurs de plus en plus professionnalisés : cette évolution est illustrée par une capacité établie à accéder à des ressources (financières, informationnelles,…) comme à rendre compte de leurs activités, parfois en dehors de leur champ propre, afin d'être légitimés. Toutefois, des inégalités fortes perdurent du local à l'international entre les différents acteurs (Fouilleux et *al*., 2017).

Au-delà de leur éparpillement manifeste, les différentes types d'acteurs impliqués, avec des domaines d'expériences et des champs de compétences spécifiques, apparaissent avoir certains rôles codifiés, compte tenu de répertoires d'action spécifiques comme au gré d'arrangements plus ou moins négociés ou imposés (Natsios, 1995), allant de la confrontation à la coopération, au gré des activités de plaidoyer, de conseil, de lobbying ou d'activisme (Start and Hovland, 2004 : p. 5). De tels rapports se doublent également parfois de relation de prééminence et de subordination, permettant d'identifier une large gamme de situations avec des acteurs, tantôt hégémoniques, dominés ou sous-traitants, collaborateurs ou partenaires, plus rarement autonomes. Si ces dernières ne sont pas figées, les modifications des rapports de force, et plus encore leur renversement, restent toutefois lentes. Chaque champ, constitutif de cette SAN globale (agro-environnemental, économique, nutritionnel), est ainsi travaillé par des hiérarchisations et des prééminences qui renvoient à une pluralité de légitimations (technique, technocratique, représentative, politique,…) dont le dualisme (et les luttes) entre acteurs de la santé publique et de la nutrition publique, de l'international au local, n'en est qu'une des transcriptions les plus emblématiques.

On se situe donc, le plus souvent, dans des assemblages[15] : schématiquement, associations, groupements et ONG locaux assurent des tâches de réalisation, de suivi comme « sous-traitants » et « faire-valoir », tandis que les institutions, à l'interface du national et de l'international, préparent, organisent, coordonnent plutôt les programmes à mener, dans le cadre de « consortiums » mobilisant des personnes-ressources connues et reconnues. Les nouvelles alliances, de type *Scalling up Nutrition*, participent de ce décentrement des pouvoirs de mobilisation et d'action, au détriment des institutions et des acteurs nationaux luttant pour assurer leur survie et pour asseoir leur légitimité.

De même, les supports techniques sont destinés à faciliter la réappropriation des savoirs experts rationnels plutôt que de valoriser la diffusion des savoirs locaux ; les experts, sachant quantifier et modéliser un problème donné, disposent généralement d'un niveau de reconnaissance (et donc de ressources) et d'un pouvoir d'influence supérieur à ceux qui privilégient le qualitatif et les approches « par le bas ». On peut toutefois penser que l'émergence, à terme, d'un tissu de PME agro-alimentaires se fournissant en ressources agricoles locales, au sein de systèmes alimentaires territorialisés (pour les villes africaines), pourrait, à terme, modifier la répartition des pouvoirs au sein de ce champ encore fortement préempté par des intervenants extérieurs.

Plus fondamentalement encore, une différenciation s'opère entre des acteurs qui définissent la nature et les origines de l'insécurité alimentaire, les règles d'engagement pour la traiter et les niveaux de responsabilité – comme certaines institutions et ONG internationales (FAO, UNICEF, PAM, IFPRI, MSF,…), sous-régionales (CILSS) – et ceux dont le travail se limite à les appliquer (Béland, 2009). Là, se situe sans aucun doute une des formes les moins apparentes, mais bien réelles, du pouvoir (Cabane et Tantchou, 2016). L'attractivité forte qu'exerce la quantification comme vérité révélée et pseudo-objectivée (Béné, 2013 ; Labrousse, 2010) dans cet environnement bureaucratique perdure quelle que soit les cadres d'analyse. Ainsi, les chiffres circulent souvent entre les différents niveaux d'experts et de décideurs, sans qu'ils ne soient réellement questionnés et débattus et qu'ils ne puissent être comparés. Comme tout champ bureaucratique, la SAN est caractérisée par ses *buzzword*, dont la résilience et la durabilité, depuis la décennie 2010, loin de créer la transformation attendue ou espérée, ne seraient qu'un nouvel avatar de la gouvernementalité néo-libérale à finalité sécuritaire (Chandler, 2012 ; Joseph, 2013) et de la mise à distance du politique (Carton, 2013), reconduite par tous les acteurs, du global au local.

Pour de nombreux observateurs, la dimension politique de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle réside dans les dispositions pratiques de l'approvisionnement alimentaire, en cas de forte pénurie, et moins aux dilemmes stratégiques qu'ils sont censés illustrer. Ces périodes de tension, entre l'offre et la demande, constituent des moments privilégiés en termes d'action publique (et de sa réorientation éventuelle). Par exemple, la crise alimentaire de 2007-2008 en Afrique de l'Ouest a fourni à des nombreux appareils d'État une occasion pour « reprendre la main », en élaborant des plans de relance agricole et en réalisant des distributions alimentaires en milieu urbain, parfois en concurrence avec les programmes d'aide bi- ou multilatérales. Dans certains contextes autoritaires (Ethiopie, Zimbabwe, Soudan), la question de l'approvisionnement et de l'aide alimentaires fera également l'objet d'une politisation délétère : entre rhétorique nationaliste, dénonciation du rôle des ONG, des commerçants ou des institutions internationales.

À bien des égards, la SAN apparaît donc écartelée entre un ensemble d'engagements technocratiques (normes, procédés, standards), parfois hermétiques pour les consommateurs/mangeurs, à moins de les traduire sous forme de prescriptions sanitaires et nutritionnelles, et des réalités sociétales et politiques, multiples et changeantes, que les acteurs du domaine cherchent plutôt à contourner, faute de pouvoir pleinement les appréhender et y répondre (Nafeez Mosaddeq, 2011).

2. Des crises alimentaires à plusieurs dimensions et inconnues

Les nombreux cadres d'analyse et d'action existants en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire partent d'un même postulat qui peut être questionné : le risque est identifiable, mesurable et gérable, à l'aide

[15] Empruntée à Deleuze et Guattari, elle est considérée comme la capacité à maintenir ensemble des éléments d'un ensemble sans pour autant qu'ils ne perdent leur hétérogénéité (Allen 2011, p. 154).

de modèles prédictifs, fondés sur des approches majoritairement quantitatives, avec des réponses curatives mises en œuvre au sein de dispositifs technocratiques par des agents dédiés (Chevassus-au-Louis, 2001).

Ce prisme, loin de céder, semble même réactivé par le contexte global de transmission des risques climatiques (Twigg, 2004 ; UNISDR, 2004), sanitaires, financiers ou terroristes impliquant des cadres de réponse sécuritaires, managériaux et opérationnels, favorables aux « vieilles » catégorisations dichotomiques (Brun, 1975) comme à des méta-narrations parfois réifiantes (Legwegoh and Fraser, 2015,) alors même que chaque situation de crise possède sa propre dynamique et identité.

2.1. Des crises liant événements et processus

Or, la notion de crise est bien une notion éventail, polysémique, puisqu'elle oscille entre de multiples acceptions – depuis des représentations mortifères (perte de repères, voire de sens) jusqu'à certaines appréhensions positives (moment propice à la créativité et à la refonte des modes d'action), au risque de générer de la confusion ou d'être banalisée. Evénement, par essence, toujours déstabilisant, toute crise est également paradoxale dans ses effets : révélant des fragilités, matérialisant des dysfonctionnements, cristallisant des réactions, tout en ouvrant des perspectives et des opportunités. Moment d'incertitude, le sens commun la reconnaît généralement comme une « *phase de rupture ou de changement accéléré ayant des effets déstabilisants et/ou imprévus* » (Janin, 2016). A *contrario*, lorsqu'elle n'est pas considéré comme un épisode ponctuel, elle est envisagée comme un « *événement sans début précis, ni fin véritable, inscrite dans la trajectoire des systèmes* » (Janin, *op. cit*.).

Une autre difficulté tient à la nature de la focale adoptée : pour certains, la crise s'énonce par ses causes[16] ; pour d'autres, elle constitue le choc lui-même ; tandis que, pour d'autres, enfin, elle se concrétise par ses effets (Maxwell and Fitzpatrick, 2012). Depuis le milieu des années 1990 et les travaux fondateurs de D. Maxwell[17], l'appréciation des décisions individuelles et familiales pour faire face à une difficulté saisonnière en matière d'approvisionnement et d'alimentation (*coping strategies*) sert même, de facto, de *proxy* pour mesurer l'intensité d'un épisode de crise (Heltberg and *al*., 2013).

Pour sa part, la notion de crise alimentaire, mobilisée pour caractériser, parfois hâtivement, une foule d'événements disparates, a longtemps souffert, d'un manque de définition minimale partagée. Ainsi, le seul élément signifiant pointé, avant la crise mondiale de 2007-2008, était l'amplification d'une « difficulté » dans l'une des dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilités, accessibilité, mobilisation). Et, étrangement, aucune institution internationale, intervenant dans le champ de la sécurité alimentaire (*Union européenne*, *Programme alimentaire mondial*, *Banque mondiale*) n'en fournissait de définition précise.

En revanche, la plupart des institutions privilégiaient déjà concrètement, depuis les années 1970, des informations thématiques propres à leur mandat : baisse importante de production (FAO, CILSS-AGHRYMET,…), hausse brutale des prix internationaux se diffusant aux marchés nationaux et locaux (*International Food Policy Research Institue*, Agence française de développement, Banque mondiale,…), forte dégradation des termes de l'échange bétail-céréales (ONG de développement,….), hausse conjoncturelle des admissions en centres de santé primaire (ONG urgentistes). D'où, jusqu'au milieu des années 2000, une multiplicité de propositions de classification hiérarchique des situations à risque et de crise (FEWSNET, *Institute of Development Studies*, CILSS) qui ne se recouvraient que très imparfaitement (Burg, 2008 ; Howe and Devereux, 2004), conduisant soit à des incompréhensions, soit à des incohérences préjudiciables pour leur traitement éventuel. Le travail précurseur, réalisé par le *cluster* humanitaire du *Early Warning Working Group* pour la Corne de l'Afrique[18] à la fin des années 1990, a fortement inspiré l'échelle de classification hiérarchique des crises ou *Integrated Food Security Phase Classification* (IFSPC) de la FAO, au point de faire

[16] D. Maxwell et M. Fitzpatrick distinguent trois groupes : *« proximate causes »*, *« underlying factors »* et *« complicating factors »*. D'autres identifient des facteurs structurels et des causes conjoncturelles (Trench and *al*., 2007).

[17] Poursuivant les analyses qualifiantes de M. Watts, dès 1983, dans le Nord du Nigeria sur les réponses paysannes aux situations d'insécurité et de crise alimentaires.

[18] Regroupant un large ensemble d'acteurs institutionnels et humanitaires (FAO, PAM, UE, USID-FEWSNET, Oxfam GB, Save the Children UK and US, care International).

l'objet d'un quasi-consensus désormais (Partenaires globaux-IPC, 2012)[19]. En revanche, les objectifs comme les priorités pourront varier, selon les acteurs impliqués : à l'échelle internationale, l'UNICEF privilégiera les actions nutritionnelles, le PAM la dimension économique, la FAO et le CILSS les aspects agro-climatiques,….

C'est d'ailleurs autour de la question du diagnostic préventif que les avancées les plus marquées ont été enregistrées, depuis les premiers Systèmes d'alerte précoce (SAP), au détriment des phases de suivi et de l'évaluation ex-post. Cette activité avait deux objectifs fondamentaux : objectiver les réalités afin de qualifier le phénomène tout en facilitant les comparaisons ; représenter visuellement le phénomène afin d'appuyer la mobilisation des intervenants (donateurs et décideurs). Pour y parvenir, des données chiffrées seront systématiquement mobilisées (Arditi, Janin et Marie, 2011), même si leur représentativité n'est pas toujours assurée, compte tenu de la taille réduite des échantillons et de certains biais méthodologiques.

Pour nombre d'opérateurs, une crise alimentaire reste d'abord synonyme de catastrophe, de désastre impliquant une rapide et forte intervention sécuritaire. Elle possède, de ce fait, une forte dimension émotionnelle et médiatique et une forte linéarité pour le cadre logique de l'action humanitaire : avec un avant, un pendant et un après (Maxwell and *al*., 2007 ; Béné and *al*., 2012[20]). À cette lecture a, pendant longtemps, correspondu le cycle de l'intervention ou du projet, sauf que les bénéfices induits d'une action d'urgence se résorbaient très rapidement devant la multiplicité des facteurs structurels de fragilité, de vulnérabilité et de précarité des territoires et des sociétés africaines.

La fréquence et la durée des crises alimentaires et nutritionnelles dans certains contextes[21] a, ainsi, accéléré la prise de conscience de la nécessité à dépasser le clivage entre urgence et développement qui était inscrit dans les mandats et les actions des acteurs impliqués (Chandler, 2012 ; Walker, 2011). Par suite, l'objectif central de mieux anticiper les crises a peu à peu conduit à repenser le cadre logique des interventions (Hailé, 2005 ; O'Connel and *al*., 2015[22]) pour aller bien au-delà de la mission des Systèmes d'alerte précoce (SAP) des années 1990, avec une volonté d'« agir pour transformer ».

Par suite, les trois types de réponse, en termes de lutte, ont peu à peu été formalisées comme cadre coordonné, par nombre d'agences et d'ONG, depuis le début de la décennie 2000 : curative, adaptative et proactive (Janin, 2015) ; *adjustment*, *adaptation*, *transformation* (Hobbs and *al*., 2012). Avec elles, c'est aussi la fin de l'opposition entre urgence et développement[23] qui s'affirme au risque de faire évoluer les mandats et les répertoires d'action établis entre les différents types d'acteurs.

2.2. Intrication des risques, des crises et des cadres d'analyse

Une crise alimentaire met aux prises des acteurs diversifiés, aux actions parfois coordonnées mais souvent concurrentes, aux répertoires d'action similaires mais souvent présentés comme spécifiques. La question du leadership, affiché et réel, au cœur de la gouvernance des crises alimentaires et nutritionnelles, est un enjeu institutionnel fort pour les acteurs internationaux de l'aide, quand il ne rencontre pas un dispositif national « en miroir » qui aspire, lui aussi, à une meilleure reconnaissance et légitimité.

Une crise alimentaire renvoie plus encore à des dysfonctionnements majeurs, en termes de production, d'approvisionnement et de redistribution des systèmes alimentaires locaux et nationaux, mêlant indistinctement ressources, acteurs, lieux et temporalités (Roshni, 2007). Loin de s'imposer aux territoires et

---

[19] Un phénomène similaire est à relever dans le domaine de la cartographie des systèmes de vie et de moyens d'existence avec la *Household Economy Approach* de plus en plus adoptée par des acteurs locaux et nationaux en Afrique subsaharienne.

[20] *« A conventional logframe would include the following components: input => activities => outputs => intermediate outcome => outcome => impact* » (Béné and *al*., 2015).

[21] Tantôt qualifiées par les scientifiques et experts de : « *répétées* » (Michiels, Egg et Blein, 2012), « *récurrentes* », « *prolongées* » (FAO, 2010) ou « *protracted* » (Pingali and *al*., 2005), « *persistent* » (Øygard, 2005).

[22] Désormais décliné sous forme d'approche générique RAPTA ou *Resilience, Adaptation and Transformation Assessment* (O'Connell and *al*., 2016).

[23] Que ce soit du point de vue de l'analyse comme de l'action, le secteur de l'aide humanitaire et des réponses d'urgence s'est constitué en opposition au champ du développement proprement dit, avant de considérer, à partir de la fin de la décennie 1990, les biais et les limites que cela induisait, et donc la nécessité à prendre en considération leurs interrelations temporelles et opérationnelles comme un continuum incontournable.

aux sociétés comme des chocs extérieurs, nombre de crises alimentaires africaines apparaissent pour ce qu'elles sont : moins un écart à la normale que le produit même des systèmes de production et de régulation (Edkin, 2002 ; Janin, 2015[24]). Toutefois, cette perspective est peu mise en évidence par les acteurs institutionnels, dès lors qu'elle présente un coût sociétal et politique élevé et non équivoque : en effet, ainsi leur responsabilité – et à terme leur légitimité – serait engagée plus avant, du fait de leur incapacité (ou pire, de leur absence de volonté) de les prévenir et de les résorber.

Afin de « se préparer aux crises », la tendance a été, de plus en plus, à partir des années 1990, à la mise en place d'un appareillage technocratique à visée performative et instrumentale évidente (systèmes experts notamment), coûteux et complexe. Ce dernier est généralement adossé à des cadres d'analyse très normés : soit, parce qu'on distingue ce qui relèverait du conjoncturel et du structurel, soit parce que l'on décompose la crise en sous-ensembles (environnementale, agricole, économique, nutritionnelle, sanitaire), soit, parce que l'on se focalise sur la hiérarchisation des causes et des impacts qui s'entremêlent (Dabalen and Paul, 2014). De ce fait, la question de la qualification et de la quantification de toute crise est cruciale, même si elle n'en constitue qu'une étape, à côté de celle de l'analyse de sa dynamique, toujours plus difficile. En parallèle, toute action réelle produit des effets ambivalents de (dé-)responsabilisation et de (dé-)légitimation.

Tableau 1 : Cadre théorique des risques et des crises alimentaires

Complexité	Risque			Postulat et posture	Crise	Réponse
	Dimensions	Temporalité	Expression			
Faible	Descriptive = typologie des aléas et de leurs effets	Courte	Rupture de tendance = effet conjoncturel lié à un choc ponctuel, exogène et imprévu	Fataliste et déterministe	*« Event of famine »* = besoins/ressources	Curative
Modérée	Tactique = niveau de réponse anticipée ; Interactions entre facteurs et décisions	Moyenne	Rupture des équilibres ou péjoration tendancielle = effet de non-résilience ou de perte d'homéostasie	Possibiliste	*« Process of hunger »* = besoins/capacités	Adaptative
Élevée	Systémique = interactions entre facteurs, contextes et décisions d'acteurs ; combinaison spatio-temporelle des aléas	Longue	Dysfonctionnement et discordance = effet cumulé des interactions et des rétroactions	Aléatoire et instable	*« Structure of food insecurity »* = besoins/droits	Pro-active

(Janin, 2016).

Quelles que soient leurs causes, les crises alimentaires sont multi-dimensionnelles, multi-échelles, pour ne pas dire « intriquées » (Janin, 2016). Nous proposons d'en distinguer trois modèles génériques (Tableau 1) :

- une *crise-événement* ou *crise-moment*, ponctuelle, brutale, plutôt exogène, liés à certains chocs déclencheurs identifiables ; elle tend à s'imposer aux acteurs et, de ce fait, est susceptible de favoriser les explications déterministes et les postures fatalistes, au risque de « déresponsabiliser » certains d'entre eux; par ailleurs, elle est marquée par une rupture entre besoins et ressources immédiates ;
- une *crise-tendance*, progressive, plus lente dans son déroulement, moins délimitée dans ses causes et ses manifestations, s'inscrit dans la ligne de vulnérabilités et de précarités héritées ; sans être toujours visible ou ressentie comme telle, dès lors qu'elle imprègne l'ordinaire de la vie quotidienne,

[24] Toute crise est l'*« expression des hésitations et des dysfonctionnements des régulations sociétales, marchandes et politiques, compte tenu des positions concurrentielles de groupes d'acteurs hétérogènes, aux capacités d'action inégales et aux intérêts différenciés, donnant lieu à différentes expressions du manque »* ou de la satisfaction partielle ou minoritaire.

elle est le produit d'interactions négatives entre des facteurs externes et internes et entre risque et décision sur un temps plus long ; elle est matérialisée par l'aggravation de déséquilibres en termes de besoins et de capacités ; toutefois, ce type de crise reste moins visible et moins mobilisable pour des actions « coup de poing » de la part des acteurs humanitaires ;

- enfin, une *crise-système*, aux causes associées, à la dynamique aléatoire et incertaine, s'exprimant par une multiplicité de faits signifiants, majeurs ou mineurs, ressentis ou pas, des accélérations et des replis dans un contexte d'affaissement des droits et des capabilités ; elle reste foncièrement difficile à prévoir et à anticiper dans la mesure où elle est consubstantielle au système lui-même, à ses fragilités, ses goulets d'étranglement, ses dysfonctionnements… ;

Toute crise alimentaire est donc, en des proportions variables, une combinaison de chacune d'entre elles, lui octroyant une identité et une dynamique propres. Elle est également marquée par des scansions particulières, avec des rémissions, des accélérations[25], impliquant une « rythmanalyse », adaptée (Gérardot, 2007) et contextualisée. Ce dernier aspect est loin d'avoir été privilégié, dans la mesure où il contrevient avec l'objectif de penser et de prévenir les crises (faute de pouvoir les prévoir réellement), affiché par l'ensemble des dispositifs. Et pourtant, là se situe, sans aucun doute, une des clés de leur résolution (Flores and *al*., 2005), à condition d'être en capacité de les « comprendre » en termes de dynamiques d'acteurs et d'enjeux.

Ainsi exprimé, toute crise alimentaire traduit donc les multiples difficultés alimentaires rencontrées par les populations, dont elle n'en serait que l'expression la plus intense (« monde d'inadéquations » ; Janin, 2016), à condition de faire l'objet d'une reconnaissance médiatique et politique. Ce qui n'est pas toujours le cas : question de convergence d'information, question d'intensité également comme question d'implication politique plus encore. Elle peut ainsi s'imposer comme une évidence à certains, être euphémisée par d'autres, occultée ou niée parfois, en dépit de la cruauté des faits, de la multiplicité des supports d'information, dès lors que cela peut engager la responsabilité de certains acteurs stratégiques (commerçants importateurs, cadres techniques des Ministères, gouvernement central…) comme dans certains régimes autoritaires (Zimbabwe, Ethiopie,…).

3. La sécurisation alimentaire[26] et nutritionnelle : une perspective multidimensionnelle pour l'analyse et pour l'action

Sécurité et sécurisation sont à la fois proches et distantes : proches, par le caractère apparemment homothétique ; distantes dans leur signification et dans leur portée. Comme le rappelle, fort à propos, C. Schiavoni (2017 : p. 3), pour une autre composante essentielle de ce champ : *« Related is a tendency in both the literature and political debates to conflate food sovereignty with **efforts toward food sovereignty**. Yet if we follow the widely accepted distinction between democracy and democratization, the former being a vision and the latter being an **attempt to realize it**, something similar could be argued for food sovereignty versus food sovereignization – or, put more accessibly, food sovereignty construction »*.

La première est clairement calibrée par rapport à un ensemble de systèmes d'actions finalisées anti-risque, solidement appuyée par un corpus de normes, de pratiques, et régulièrement affinée depuis plusieurs décennies, afin de gagner en efficacité et en efficience. La seconde est en devenir, tout en constituant ce que B. Latour (2001) appelle bien « une entité stratégique », c'est-à-dire un schème organisateur de la pensée et de l'action[27]. Considérant la transversalité de la question alimentaire, le caractère construit des enjeux et des défis, la sécurisation s'inscrit résolument dans une perspective intégrative, systémique, dynamique, interactionniste et critique. Cette partie s'efforcera donc d'en préciser les frontières, les limites et les atouts pour renouveler la perspective globale dans le champ de la SAN.

[25] Les moments critiques (*critical junctures*) font ainsi l'objet d'analyse par les politistes (Capoccia and Kelemen, 2007) tandis que les géographes articulent le temps, l'espace, les individus, les communautés, les pratiques et les sens.

[26] Tordons le coup, tout d'abord, aux faux amis : *food securization* ne renvoie pas ici, à la différence de nombreux sites internet, au mécanisme de titrisation d'un placement risqué !

[27] À l'instar de ce qui a pu être formulé dans le champ environnemental et sanitaire de l'analyse et de la gestion des risques (Leboeuf and Broughton, 2008 : p. 17).

Tableau 2 : Sécurité et sécurisation

Sécurité	Sécurisation
Atténuation des effets du risque Recherche d'efficacité	Amélioration systémique Renforcement des capacités d'action
Superposition d'échelles Convergence des actions	Intégration d'échelles Effets d'interaction et de rétroaction
Cadre de réponses aux crises Rapports hiérarchiques experts	Trajectoires contextuelles des actions Co-régulations construites

(Héron et Janin, 2016).

La sécurisation se focalise sur la création des *« conditions de pérennisation d'une situation donnée »* (Janin, 1996) plutôt que sur l'accomplissement d'objectifs, sur les processus de temps long plutôt que sur les résultats immédiats. Elle postule que la sécurisation – quel que soit son domaine thématique (santé, alimentation, foncier,…) – ne peut constituer une réalité figée : elle reste nécessairement relative, changeante (Leroy, 1996) et en devenir, sans qu'elle ne puisse à totalement atteinte et assurée. Ceci a conduit à penser que la sécurisation s'inscrit dans un ensemble d'interactions mais également de rétroactions, dont l'enchaînement temporel, multi-causal et aléatoire impose deux formes de représentations : le cercle vertueux du cycle (Janin, 2016) et la trajectoire incertaine faite de ruptures, d'hybridations et de bifurcations. Touzard et Temple insistent d'ailleurs, en 2012, sur la *« (…) coexistence d'actions intentionnelles et de processus non intentionnels, à plusieurs échelles, ce qui suppose une représentation systémique »* (Touzard et Temple, 2012).

3.1. Les manières de sécuriser dans un champ global

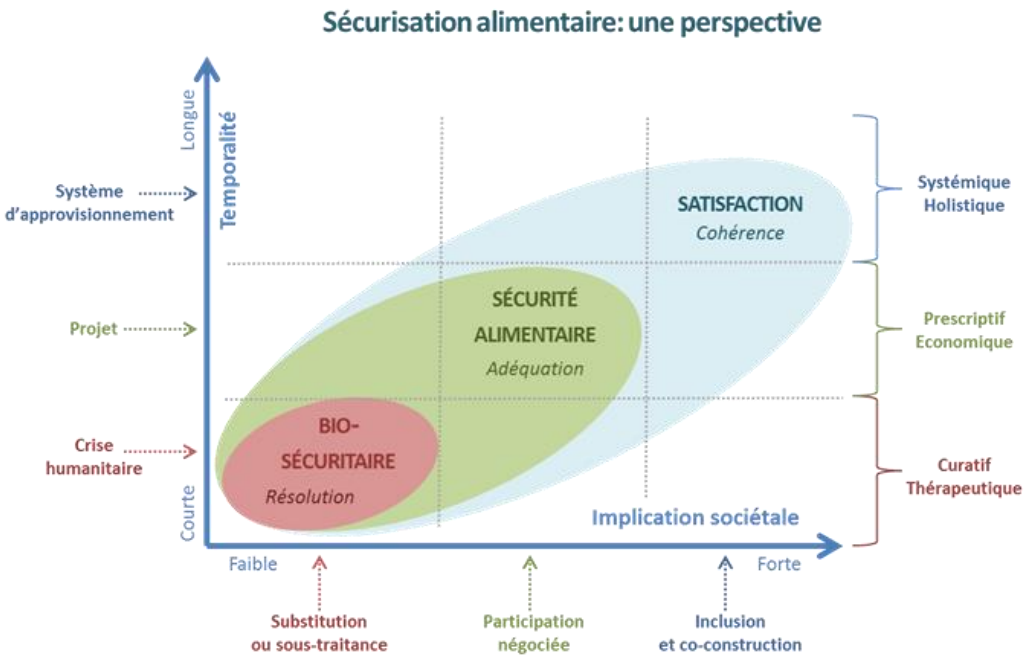
La pluralité des modes de penser et d'agir dans le champ alimentaire et nutritionnel est un fait. Elle permet de préciser trois paradigmes auxquels correspondent trois champs d'action (Figure 1) : le premier s'exprime comme réaction bio-sécuritaire dans un monde de menaces, le second se concrétise dans les cycles relativement courts de programmation par projets et actions sectorisées dans un monde d'inadéquations (au sens où nous avons défini l'insécurité alimentaire et nutritionnelle comme champ technocratique) ; enfin, le dernier, en devenir envisage « *les cohérences représentationnelles pour se déployer comme idéal de satisfaction* » (Héron, 2016).

Dans son acception **sécuritaire**, premier paradigme, au sens où l'entendent la plupart des acteurs de l'aide humanitaire, la quête de sécurité s'impose comme une nécessité vitale, en situation d'urgence. Du fait de son caractère brutal, cette dernière est susceptible de justifier la mise en place de mesures (politiques ou économiques) d'exception (Buzan, Waever and Wilde (de), 1998), du global au local, avec un souci de contrôle des menaces, du risque et de recherche d'efficacité (Nauclér, 2013). Elle dépend également fortement du niveau de médiatisation de l'urgence et de politisation d'une question (Balzacq, 2005 ; Nussio and Pernet, 2013).

Fondamentalement, la démarche sécuritaire s'inscrit dans un contexte qui associe à la fois, un haut niveau d'incertitude sur l'origine, sur la nature des aléas, sur l'intensité des menaces, comme sur la capacité du système à les supporter (d'un point de vue économique, sanitaire, sociétal et politique). Elle mobilise des cadres d'action, fortement orientés vers la résolution curative des problèmes, à l'aide de kits opérationnels standardisés faciles à déployer tout en s'appuyant sur certaines innovations.

Dans le champ alimentaire, cela a pu conduire à la création de camps d'accueil de réfugiés avec la volonté de fixer les populations par des actions de distribution alimentaire, de supplémentation ou de récupération nutritionnelle médicalisée. Cela s'est traduit aussi par la mise au point d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE), qui ont connu une diffusion fulgurante depuis la crise alimentaire africaine sous-régionale de 2005. Ce traitement ambulatoire de la faim consacre la « *consolidation d'une culture opérationnelle humanitaire de l'aide nutritionnelle* » (Caremel, 2016) plus facile à mettre en œuvre que des politiques

publiques, en matière de production agricole, d'éducation, de lutte contre la pauvreté et contre le sous-emploi.



Dans ce périmètre, les logiques d'acteurs institutionnels sont globalement favorables à toutes les formes de substitution (de savoirs, de représentations ou de produits), de sous-traitance (comme cela était évoqué dans la première partie) et de subordination, au nom de principes supérieurs dont il est très difficile de re-questionner le bien-fondé et la légitimité compte-tenu de la nature des rapports de force. Les acteurs concernés ne sont pas nécessairement spécialistes de la question alimentaire et nutritionnelle mais bien davantage de la gestion des catastrophes et des crises globales. Quant aux personnes concernées par les urgences comme par les interventions, tour à tour victimes et bénéficiaires, elles ont peu de prise sur leur propre devenir et constituent des « supports éligibles » dans des phases paroxystiques. A l'opposé, les acteurs de la chaîne humanitaire organisent fortement leur communication autour d'un registre compassionnel et émotionnel (Carbonnier, 2014).

Les *scenarii* qui se dessinent, pour les décennies à venir, en termes de tension sur les ressources (et les facteurs de ressources), inégalement réparties, limitées et fragiles, constituent des points d'inquiétude forts (Homer-Dixon, 1999). Ils devraient donner un souffle supplémentaire à cette logique sécuritaire. D'abord, parce que les systèmes de régulation marchande et politique, souvent fragilisés, parfois délégitimés, ne parviennent plus à assurer leurs rôles pour le plus grand nombre (rupture du contrat social entre gouvernants et citoyens ou des compromis nationaux, plus ou moins redistributifs), au risque de favoriser l'émergence de certaines formes d'inégalités, pouvant s'exprimer de manière violente (Hauge and Ellingsen, 1998 ; Spitz, 1978). Ensuite, parce que les capacités à gérer les crises alimentaires complexes en Afrique – associant déficits céréaliers, difficultés d'acheminement, perte d'accès aux denrées, fragilité des filets sociaux, hausse des prix et tensions sociales – sont régulièrement prises en défaut (Eakin and *al.*, 2010 : p. 247), y compris dans les contextes où la gouvernance s'organise au sein de *clusters* humanitaires[28], de l'international au local (Ilcan and Rygiel, 2015). Mais, si ces derniers améliorent la fonctionnalité des coordinations (Maxwell and Parker, 2012), ils n'éliminent pas les questions de préséance, de prééminence, voire de surimposition avec les dispositifs nationaux propres.

[28] Le *global Food Security Cluster* (gFSC), mis en place en 2010, Il a repris et amplifié l'initiative prise en 2005 par l'Inter-agency standing committee (IASC). Co-piloté par le PAM et la FAO, il vise à sauver des vies « *through the coordination of appropriate, efficient and well-resourced food security responses in major emergencies* » (http://fscluster.org/page/about-food-security-cluster) avec l'aide de plus de 40 partenaires (ONG, donateurs privés, agences onusiennes) et de l'International committee of the Red Cross (ICRC) comme observateur. Il apporte actuellement une aide et un soutien à 27 pays.

Un effet de contagion délétère se noue entre craintes légitimes, peurs irraisonnées et postures invalidantes : « *different fears felt by different people are legitimated and extrapolated (or delegitimised, ignored, and silenced) in service of powerful geopolitical actors* » (Essex, 2014). À tel point que l'agenda de l'aide et du développement pourrait, selon l'auteur, être modifié en termes d'objectifs : non plus au profit des plus vulnérables et des plus pauvres, menacés, pour leur éviter le spectre de la famine mais plutôt à leur détriment, eux-mêmes devenant la menace à contrôler, dans l'hypothèse, par exemple, de guerre de la faim opposant nantis et miséreux, sur fond d'inégalités insoutenables et d'aspirations immédiates (Janin, 2009b). On retrouve là le caractère foncièrement ambivalent des discours médiatiques fonctionnant, soit par hyperboles dénonciatrices, soit à l'aide de rhétoriques mobilisatrices (Yuksel, Karantininis and Hess, 2017).

Cette dimension sécuritaire est également de plus en plus visible dans les stratégies visant à assurer l'approvisionnent national en cas de pénurie : diplomatie pour nouer des contrats d'importation en céréales auprès des pays (sur-)producteurs (Farina, 2017), politiques volontaristes d'investissement agricole ou reconstitution progressive de stocks de sécurité à différentes échelles. Dès lors, la sécurité alimentaire constitue bien une composante essentielle de la sécurité nationale. Toutefois, ce prisme sécuritaire tend à figer et à simplifier les causalités (en liant par exemple étroitement ressources et conflits), signant ainsi l'incapacité du système économique et politique néo-libéral dominant, supposé se réguler lui-même par le marché et par la démocratie, à considérer le caractère endogène des risques qu'il engendre lui-même (Nafeez Mossadeq, 2011 : p. 347).

Le cœur du champ, deuxième paradigme, dédié à la **lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**, est celui qui regroupe les plus grand nombre d'acteurs, de dispositifs et d'instruments : s'y côtoient des institutions internationales à forte légitimité experte, des appareils étatiques plus ou moins fonctionnels (Ministères techniques à champ d'action sectorisé), large éventail d'ONG à capacité variable d'intervention, plus ou moins spécialisées. En son sein, la volonté des acteurs de moduler les efforts, comme leur capacité à réaménager les plans d'action, n'est pas négligeable, mais elle se heurte à de multiples freins et blocages que le système d'aide a lui-même engendrés et promus : la forte mobilité des agents, le raccourcissement du cycle « diagnostic-réalisation », la faiblesse des évaluations indépendantes ou réalisées par auto-évaluation, les concurrences pour l'accès aux ressources financières, la difficile intégration des actions, le rôle ambivalent des outils de communication,…

Cette composante est caractérisée par un haut niveau de production sous forme de documents programmatiques, souvent redondants et régulièrement actualisés : les stratégies des grandes institutions internationales (PAM, UNICEF, FAO,…) sont presque toujours relayées à l'échelle nationale, voire parfois locale (plan communal de sécurité alimentaire), sans que les conditions (financières, humaines et politiques) de réalisation ne soient toujours réunies. On est ainsi passé de la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, maître mot de la décennie 1990, au renforcement des moyens d'existence et des capacités à la suivante, pour intégrer plus fortement la question de l'adaptabilité au changement depuis 2010. Cette dernière est, en effet, devenu une référence pour l'analyse des risques, des crises et des adaptations nécessaires. Les termes clés[29] sont aujourd'hui multiples et irriguent un volume très conséquent de documents scientifiques et technocratiques, de l'international au local, même si leur traduction, sous une forme métrique (indicateurs et score) pose souvent question (Janin et Roy, 2016).

Dans cet espace, un des paradoxes (et non des moindres) réside dans le décalage temporel entre les formes d'engagement (courtes) et la nécessaire implication (longue) pour atteindre les standards normés d'adéquation alimentaire et nutritionnels, de manière la plus efficiente possible. Les acteurs de solidarité internationale y occupent une place de plus en plus centrale, à la fois comme relais et comme prestataires des institutions nationales et internationales. « Espace et temps des projets », ce cœur est irrigué par le paradigme de l'innovation technologique (s*cientific and technological innovation paradigm*) comme levier pour accroître les capacités productives et économiques à la base, même si cela procède souvent d'une croyance auto-réalisatrice. Les actions concrètes y visent à améliorer et diversifier les ressources dans toutes leurs dimensions. La participation et l'implication de différentes catégories d'acteurs locaux (producteurs, transformateurs, transporteurs, vendeurs,…) sont mises en avant comme règle, mais les modalités concrètes de leur implication, sont fluctuantes, au gré d'arrangements, tantôt négociés, tantôt imposés par les bailleurs

[29] *Adaptive capacity*, *sustainable food systems, food system transitions, sutainability, transformation, resilience,…*

et par les gestionnaires. La notion de « bonne gouvernance » y semble davantage une injonction vertueuse et une conditionnalité imposée qu'une réalité au-delà des quelques indicateurs chiffrés de sa réalisation. Si l'horizon temporel visé par ces actions n'est plus celui de l'urgence immédiate, il ne dépasse généralement pas la barrière de quelques années, sans toujours parvenir à capitaliser sur ce qui a été réalisé, du fait de la « mise à jour » programmée des projets et du renouvellement de leurs promoteurs.

Le troisième paradigme est encore embryonnaire. Il possède une dimension à la fois holistique et systémique, parce qu'il prend en considération les interrelations entre l'ensemble des éléments du système alimentaire et non pas seulement ses différentes fonctions, dimensions et étapes séparément, comme le font certaines approches classiques en termes de la consommation, d'approvisionnement marchand ou non marchand, en termes de filières et de circuits par produits. Elle ne priorise pas, non plus, l'individu ou le ménage (ou plus rarement la communauté) comme unité cible pour toute intervention mais l'ensemble des interrelations qui se nouent dans les temps du quotidien immédiat (journée) comme dans les temporalités plus longues (cycle de vie). Elle ne donne pas nécessairement lieu à des appréciations individuelles explicites (quantité, qualité et diversité des denrées ingérées).

La **satisfaction** constitue bien le concept central de ce type d'analyse et d'action. Elle a été définie par R. Héron (2016), comme un *« idéal de cohérences représentationnelles* » et pratiques à plusieurs niveaux. D'abord, par une prise en considération des différentes fonctions de l'alimentation (physiologique, hédonique, sociale et identitaire) ; ensuite, par l'articulation entre représentations et pratiques au sein de chaque fonction ; puis, entre les différentes représentations de chacune de ces fonctions ; et, enfin, par les déterminants spécifiques à un contexte donné, en termes de pratiques, qu'elles soient matérielles (prix, disponibilité,…) ou immatérielles (normes sociales, rapports de pouvoir, interdits,…). Par *« système de représentations »*, l'intéressée considère le continuum entre socialité, forme de rationalité et modes de légitimation, influencés par les choix (plus ou moins explicites) des prescriptions et des prescripteurs. (Héron, *op. cit*., p. 255). La combinatoire dialectique entre valeurs, normes, déterminants matériels, représentations et pratiques, est constitutive de la satisfaction.

En termes de champ d'action, la démarche « satisfaction » présente un coût important d'acquisition de connaissances émiques et un effort de redevabilité envers les populations qui cessent, d'être des bénéficiaires ou de simples consommateurs au profit d'un rôle de contributeur et de partenaire. Dans ce champ, la sécurisation consiste à proposer des initiatives (dispositifs, instruments et outils) qui ne seront pas surimposées ou prédéfinies, à l'aune de cadres de référence globalisés, mais résulteront plutôt d'un patient travail de co-construction avec l'ensemble des acteurs locaux (syndicats, associations, ONG, réseaux sociaux, entreprises, élus politiques,…). Loin de culturaliser l'alimentation en opposant tradition et modernité, les efforts porteront sur la création d'écosystèmes pérennes d'acteurs pilotés par des acteurs locaux, au carrefour des enjeux de durabilité, d'équité, de responsabilité dans le champ agricole et alimentaire. Ici, donc, le système d'action est politiquement et sociétalement *glocalisé* : à la fois pleinement relié au système-monde et enraciné dans un contexte particulier.

3.2. Formes de la sécurisation alimentaire

Au-delà de cette présentation sur les paradigmes existants pour sécuriser, il paraît utile de revenir sur la nature et les formes mêmes de la sécurisation.

De notre point de vue, la sécurisation s'engage sur deux fronts : celui de la dimension « *non-paramétrique des écarts objectivés entre normes et réalités* » et celui de la dimension « *compréhensive de la complexité et de la variabilité contextuelle des dynamiques* » (Janin, 2015). La connaissance intime d'un « terrain », au sens où l'entendent l'ensemble des sciences sociales, en constitue une clé fondamentale et incontournable (Olivier de Sardan, 2005 : p. 39), à rebours des diagnostics rapides, participatifs ou d'auto-ciblage, s'appuyant sur des appréciations conjoncturelles qui s'exposent à être très vite dévalorisées. Ces deux prismes restent néanmoins difficiles à traduire (en actions), pour de multiples raisons : les coûts directs et indirects d'acquisition de connaissances qualitatives propres à chaque cas d'étude ; l'appétence forte des acteurs pour les mesures chiffrées, dont il est possible d'éclairer les biais et les limites à partir d'un patient travail de déconstruction.

La sécurisation mobilise aussi l'idée que les processus de décision recréent, en permanence, de nouvelles

conditions d'exercice, bénéfiques ou pas. Il y a donc, au cœur de la sécurisation, non plus la quête, un peu vaine, de stabilité que la volonté de réagencement processuelle des capabilités au gré des circonstances (Hubert, 2006 ; Hubert et Casabianca, 2003[30]). Elle donne donc une place importante à l'ensemble des actions permettant de réguler et/ou de dépasser les situations de blocage, d'oppositions, de dilemmes que l'on retrouve généralement dans le champ de la SAN. Par ailleurs, parce qu'elle accorde une large place aux initiatives locales, aux arrangements sociétaux en matière de production et de transformation, la sécurisation se rattache résolument aux courants du constructivisme et de l'interactionnisme (McDonald, 2008).

La sécurisation n'a pas fait l'objet de réflexion poussée dans le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Dury et Janin, 2012). Peu de travaux l'ont mobilisé avant le milieu des années 1990, si ce n'est en termes de « sécurisation des systèmes de vie et des moyens d'existence » (*sustainable livelihoods*) (Chambers and Conway, 1991 ; Scoones, 1998) ou de renforcement des capacités fonctionnelles (*capacity building*) pour désigner l'ensemble des actions, à l'échelle régionale ou locale, permettant de renforcer le pouvoir agir des populations, afin d'acquérir une meilleure autonomie alimentaire, dans le respect de leurs modes de vie et de leurs identités[31]. Cela englobe aussi l'ensemble des efforts visant à fournir des cadres politiques structurants à la lutte contre l'insécurité alimentaire, sous forme d'appui, d'incitations, de formation (Temple 2012).

Tableau 2 : Formes de sécurisation

Cadre	Spontanée	Intentionnelle visée	Intentionnelle aléatoire
D'action	Finalité espérée Incertitude au quotidien *Ex : ajustement charges-ressources*	Finalité organisée Incertitude comme risque *Ex : actions multi-sectorielles*	Processus complexe Incertitude comme opportunité, ressource et pouvoir *Ex : politique agricole sensible à la nutrition*
D'organisation de l'action	Système de droits et d'obligations communautaires *Ex : expérience adaptative, mimétisme comparatif*	Cycle du projet, cadre de concertation, cadre logique *Ex : modèle causal de la malnutrition, Disaster Risk Assessment and Framework*	Approche systémique et holistique, multi-échelles, multi-acteurs co-construite *Ex : carte des représentations, matrice de gestion des conflictualités*
D'analyse (de l'action)	Recherche « autour » : logiques et rationalités *Ex : pluralité des normes*	Recherche « pour » : analyse d'impact, écarts objectifs-réalités *Ex : identification des bonnes et mauvaises pratiques*	Recherche « sur » : jeux d'acteurs, interfaces stratégiques *Ex : systèmes d'action, trajectoires d'innovation*

(Janin, 2016 ; Héron 2016).

Nous avons identifié trois formes de sécurisation (Tableau 2) :

- Sous sa forme **spontanée**, dans des environnements aléatoires et incertains, en dehors de toute forme d'action publique et collective (humanitaire et aide publique au développement), elle correspond à « ce que font les acteurs », au quotidien, en matière d'approvisionnement, de préparation, de redistribution alimentaires, avec des ressources limitées, souvent aléatoires et instables, et des niveaux d'information parcellaires, qu'ils soient mangeurs, transporteurs, commerçants,…. Ces pratiques de sécurisation peuvent être des ajustements « en négatif », d'autres

[30] *« (…) privilégier l'analyse des processus permettant de gérer durablement les approvisionnements et d'en assurer la sécurité d'une façon jugée fiable par différentes parties prenantes »*

[31] *« a livelihood comprises the capabilities, assets (stores, resources, claims and access) and activities required for a means of living: a livelihood is sustainable which can cope with and recover from stress and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, and provide sustainable livelihood opportunities for the next generation; and which contributes net benefits to other livelihoods at the local and global levels and in the long and short term"* (Chambers and Conway, 1992).

des réponses « en positif », à l'instar des *food coping decisions* en période de crise comme de renvoyer à la régularité d'un quotidien.

- Comme intention **visée**, la sécurisation concerne les actions, plus ou moins sectorisées, coordonnées ou intersectorielles, dans le cadre d'une sorte de « gestion portefeuille », que met en œuvre un acteur œuvrant dans le champ de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, avec un horizon d'anticipation temporel de court et de moyen termes. Là se concentrent la majorité des programmes et des projets menées par les opérateurs humanitaires et les acteurs de développement.

- Enfin, comme processus intentionnel mais **incertain**, la sécurisation peut advenir, par la création des conditions structurantes de la sécurité alimentaire au sens large, à la fois en termes de capacités d'action que d'expression des capabilités, de la part de chaque acteur tout en s'efforçant de stabiliser le cadre global – juridique, institutionnel, sociétal, politique et économique – dans lequel ils agissent. Ce qui permet de faire la différence, par rapport à une intervention bio-sécuritaire ou de type « projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle », est bien la réflexivité critique des acteurs impliqués. Cette dernière favorise, pas à pas, à la fois, les réajustements des actions entreprises et leur pérennisation dans un système alimentaire local.

Ainsi définie, la sécurisation apparaît, à la fois, comme un cadre d'action, d'organisation de l'action et d'analyse de l'action où les temporalités et les représentations (d'un problème donné) prennent tout leur sens. Elle présente un double visage : création intentionnelle et non-intentionnelle des conditions de création et/ou pérennisation de situations alimentaires satisfaisantes, sans rechercher un retour à l'équilibre ou un état précédent, par une attention particulière à la cohérence entre actions et représentations au sein du système alimentaire comme aux dynamiques qu'elles induisent.

La sécurisation possède donc une proximité relative avec les notions de *food system resilience* (Tendall and *al*., 2015), *food system sustainability* (Hinrichs, 2014 ; Eakin, 2017[32]) et *food security governance* (McKeon, 2015). Cette dernière, pensée comme l'appariement de systèmes d'action, à différentes échelles spatiales et temporelles, pour stabiliser et pour améliorer le fonctionnement des systèmes alimentaires, reste à ce jour, elle aussi, une perspective, du fait des inégalités en termes de connaissances, de ressources et de pouvoirs entre acteurs.

***

Le glissement de « sécurité alimentaire » à « sécurisation alimentaire » peut apparaître anodin, tant les termes semblent proches. Pour autant, la distinction est forte : l'un, se focalise sur les états instantanés du manque, l'atteinte de standards normés comme la réduction des risques et de leurs effets ; le second, prend en compte les dynamiques processuelles permettant de construire des capacités endogènes sur un temps plus long.

Le passage de l'un à l'autre engage plusieurs types de ruptures :

- d'ordre conceptuel, en insistant sur les interactions entre phénomènes comme sur les interfaces stratégiques entre acteurs, comme clé de la construction de l'insécurité alimentaire, au-delà du ratio aléas/ressources dans un contexte donné ;
- d'ordre organisationnel, en mettant l'accent sur les dispositifs locaux d'action mobilisant des acteurs à fort potentiel (OP, transformateurs, entrepreneurs,…), sous réserve de conditionnalités structurantes ou incitatives conduisant, à terme, à une évolution des responsabilités et des pouvoirs ;
- enfin, d'ordre réflexif, en dévoilant les limites, voire les dérives, d'un système technocratique produisant ses propres normes d'accomplissement et d'évaluation au détriment des analyses plus critiques tout en évitant les écueils purement militants.

[32] Parmi les attributs de la durabilité des systèmes alimentaires (*food system sustainability*), Eakin (2016) insiste sur la primauté de la diversité, de la modularité, de la transparence, de l'innovation et de la congruence. Ces éléments entrent donc fortement en résonance avec les marqueurs privilégiés dans le cadre d'une approche de type « sécurisation » : multi-temporalités, réagencement processuelle, contextualisation, mise en débat, évaluation critique, prise en compte de la satisfaction,…

D'un point de vue fonctionnel, trois formes de sécurisation peuvent coexister, renvoyant à une pluralité de signification et de pratiques en Afrique subsaharienne :

- une première, spontanée et espérée, dans un environnement de ressources limitées et variables, à l'échelle individuelle, familiale ou communautaire, procède par des réajustements permanents mais ne permet pas de la stabiliser ;
- une autre, plus visée et intentionnelle, proche des modes de penser et d'agir des opérateurs humanitaires et de développement, élargit quelque peu l'horizon mais concerne des populations-cibles réduites et choisies, sans toujours impliquer les différents types d'acteurs du quotidien ;
- enfin, une dernière, plus aléatoire et incertaine, résulte d'un réagencement des pratiques et des rapports de force liant l'ensemble des acteurs, au sein des systèmes alimentaires, dès lors que les dilemmes et les enjeux sont dévoilés et mis en débat.

Ce changement de perspective est-il éclairant, possible, réalisable ? La diffusion rapide de la résilience comme *pathway to change*, avec les difficultés inévitables de sa mise en pratique dans les projets et les politiques de lutte, incite à une très relative confiance. De même, le renforcement des urgences bio-sécuritaires dans les Sahels africains semble également contrecarrer cette proposition. Mais avons-nous réellement le choix ? Traiter les défis globaux d'une telle question passe nécessairement par des actions anticipées et structurantes de prévention à l'échelle globale des systèmes alimentaires.

En réalité, ce basculement ne sera pas réalisé par ceux qui ont porté le modèle SAN, jusqu'à nos jours, mais dépendra beaucoup plus de la fonctionnalité des assemblages entre ceux présentés parfois comme des acteurs émergents (producteurs, transformateurs, mangeurs, relayeurs d'opinion), alors qu'ils sont déjà au cœur de la sécurisation alimentaire et nutritionnelle, pour construire des actions territorialisées. Entre déconstruction des enjeux complexes, lecture transgressive des pratiques établies et co-construction innovante de savoirs transversale aux milieux socio-professionnels, la sécurisation dévoile donc ses ambitions et ses potentialités transformatrices.

Références bibliographiques

Allen, J. 2011. 'Powerful assemblages?', *Area*, vol. 43, n° 2, p. 154–157.

Alpha A., Bricas N. et Fouilleux E. 2013. *La difficile mise en œuvre d'une action publique intersectorielle en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique*, Séminaire sécurité alimentaire de l'UMR MOISA, Montpellier, 20 juin 2013, Cirad, 22 p.

Arditi C., Janin P. et Marie A. (éd.), 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux semblants.* Paris, Karthala, Collection Hommes et sociétés, 384 p.

Babu S . C. and Quinn V. J., 1994. « Food security and nutrition monitoring in Africa », *Food policy*, vol. 19, n° 3, p. 211-217.

Balzacq T., 2005. "The three faces of securitization: Political agency, audience and context", *European journal of international relations*, vol. 11, n° 2, p. 171-201.

Béland, D. 2009. « Ideas, institutions, and policy change », *Journal of European Public Policy*, vol. 16, n° 5, p. 701–718.

Béné C., 2013. « Towards a quantifiable measure of resilience », *IDS Working paper 434*, Institute of development studies, september 2013, 27 p.

Béné C., Newshaw A., Davies M., Ulrichs M. and Godfrey-Wood R., 2014. « Review article: resilience, poverty and development », *Journal of international development*, vol. 26, n° 598-623.

Béné C., Frankenberger T. and Nelson S., 2015. « Design, monitoring and evaluation of resilience Interventions: Conceptual and empirical considerations », *IDS Working paper 459*, july 2015, 27 p.

Béné C., D. Headey, Haddad L. and von Grebmer K. 2016. « Is resilience a useful concept in the context of food security and nutrition programmes? Some conceptual and practical considerations », *Food security*, vol. 8, p. 123–138.

Bourdieu P., 1992. *Réponses*, Paris, Seuil, Libre examen, 1992.

Bosup W. K., 2015. « An overview of the nutrition transition in West Africa: implications for non-communicables diseases », *Proceedings of the nutrition society*, vol. 74, p. 466-477.

Von Braun J. 2013. "International co-operation for agricultural development and food and nutrition security. New institutional arrangements for related public goods", United Nations university (UNU)-World institute for development economics research (WIDER), *WIDER Working paper*, n° 61, 25 p.

Brun T. A, 1975. « Des famines climatiques aux famines économiques (évolution contemporaine des causes et des conséquences des famines », *Revue Tiers-Monde*, vol. 16, n° 6, p. 609-630.

Burg J., 2008. “Measuring populations’ vulnerabilities for famine and food security interventions: the case of Ethiopia’s chronic vulnerability index”, *Disasters*, vol. 32, n° 4, p. 609–630.

Buzan B., Waever O. and de Wilde J., 1998. *Security: a new framework for analysis*, Boulder, CO: Lynne Rienner, 241 p.

Cabane L., Tantchou J., 2016. « Instruments et politiques des mesures en Afrique », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 10, n° 2, p. 127-145.

Capoccia G., Kelemen R. D., 2007. « The study of critical junctures: Theory, narrative, and counterfactuals in historical institutionalism », *World politics*, vol. 59, n° 3, p. 341-369.

Carbonnier G., 2014. “Reason, emotion, compassion: can altruism survive professionalisation in the humanitarian sector ?”, *Disasters*, vol. 39, n° 2, p. 189-207.

Caremel J.-F. and Issaley N., 2016. « Des cultures alimentaires « sous régime d’aide » ? Négociations autour des Aliments thérapeutiques prêts à l’emploi (ATPE) et de la malnutrition infantile (Sahel) », *Anthropology of food* [Online], n° 11.

Carton H. 2013. « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », *in* : Agnès Sinai, *Penser la décroissance*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Nouveaux débats », p. 159-180.

Chambers R. and Conway G. R., 1991. « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century », *IDS Discussion paper 296*, December 1991, 33 p.

Chandler D., 2012. « Resilience and human security: The post-interventionist paradigm », *Security dialogue*, vol. 43, n° 3, p. 213-229.

Chevassus-au-Louis Bernard, 2001. « L'analyse du risque alimentaire : quels principes, quels modèles, quelles organisations pour demain ? ». *Oléagineux, corps gras, lipides*, vol. 8, n° 4, p. 287-294.

Courade G., 1992. « Le fait alimentaire, territoire à conquérir de la géographie », *Revue Tiers-Monde*, vol. 33, n° 132. p. 743-762.

Court J. with Cotterrell L., 2006. « What political and institutional cotnext issues matter for bridging research and policy ? A literature review and discussion of data collection approaches », *Working paper 269*, ODI, London, 43 p.

Dabalen A. L. and Paul S., 2014. « Effects of conflict on dietary diversity: Evidence from Côte d’Ivoire », *World development*, vol. 58, p. 143-58.

Dury S. et Janin P. (coord.), 2012. *La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités*. Paris, John Libbey Eurotext, *Cahiers agricultures*, vol. 21, n° 5, p. 281-384.

Geels F. W., 2010. « Ontologies, socio-technical transitions (to sustainability), and the multi-level perspective », *Research policy*, vol. 39, p. 495-510.

Eakin H., Bohle H.-G., Izac A.-M., Reenberg A., Gregory P. and Pereira L., 2010. « Food, violence and human rights », p. 245-271, *in* : Ingram J., Ericksen P. and Liverman D. (ed.), 2010. *Food security and global environmental change*, Earthscan, London, 382 p.

Eakin H., Connors J. P., Wharton C., Bertmann F., Xiong A. and Stoltzfus, 2017. « Identifying attributes of food system sustainability : emerging themes and consensus », *Agriculture and human values*, vol. 34, n° 3, p. 757-773.

Edkins J., 2002. “Limitations of famine theorizing”, *IDS bulletin*, vol. 33, n° 4, p. 12-18.

Flores M., Khwaja Y. and White P., 2005. “Food security in protracted crises: building more effective policy frameworks”, *Disasters*, vol. 29, n° 1, p. 25–51.

Essex J., 2014. « From the global food crisis to the age of austerity: The anxious geopolitics of global food security”, *Geopolitics*, vol. 19, n° 2, p. 266-290.

Fan S. and Brzeska J., 2016. “Sustainable food security and nutrition: Demystifying conventional beliefs”, *Global food security*, vol. 11, p. 11-16.

Fan S., Pandya-Lorch R. and Yosef S. (ed.), 2014. *Resilience for food and nutrition security, An IFPRI 2020 book*, IFPRI, Wahsington D. C., 230 p.

FAO, 2010. *L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l’insécurité alimentaire lors des crises prolongée*s. Rome, Italie: FAO.

Farina F., 2017. « The 1970s global food crisis and the securitization of food in Japan », *The International conference on Japan & Japan studies 2017*, Official Conference Proceeding, 13 p.

Foran T., Butler J. R. A., Williams L. G., Wanjura W. J., Hall A., Carter L. and Carberry P. S., 2014. « Taking complexity in food systems seriously: An interdisciplinary analysis », *World development*, vol. 61, p. 85–101.

Fouilleux E., Bricas N. et Alpha A., 2017. « ‘Feeding 9 billion people’: global food security debates and the productionist trap », *Journal of european public policy*, 21 p.

Gérardot M., 2010. « Penser en rythmes. Pistes de réflexion pour la géographie », *EspacesTemps.net*, Travaux, http://www.espacestemps.net/articles/.

Haile M., 2005. « Weather patterns, food security and humanitarian response in sub-Saharan Africa”, *Philosophical transactions of The Royal Society, biological sciences*, n° 360, p. 2169-2182

Hauge, W. and T. Ellingsen T., 1998. « Beyond environmental scarcity: Causal pathways to conflict », *Journal of peace research,* vol. 35, n° 3, p. 299–317.

Heltberg R., Hossain N., Reva A. and Turk C., 2013. « Coping and resilience during the food, fuel, and financial crises », *The Journal of development studies*, vol. 49, n° 5, p. 705-718.

Hilhorst D. and Jansen Bram J., 2015. « Humanitarian space as arena: A perspective on the everyday politics of aid », *Development and change*, vol. 41, n° 6, p. 1117–1139.

Hinrichs C. C., 2013. 'Regionalizing food security? Imperatives, intersections and contestations in a post-9/11 world', *Journal of rural studies*, vol. 29, n° 1, p. 7-18.

Hinrichs C. C., 2014. « Transitions to sustainability: a change in thinking about food systems change? », *Agricultural and human values*, vol. 31, p. 143–155.

Hobbs C., Gordon M., Bogart B., 2012. « When business is not as usual: Decision-making and the humanitarian response to the famine in South Central Somalia », *Global food security*, vol. 1, p. 50–56

Homer-Dixon T. F., 1999. *Environment, scarcity, and violence*, Princeton, NJ, Princeton University Press

Howe P. et Devereux S., 2004. "Famine intensity and magnitude scales: A proposal for an instrumental definition of famine", *Disasters* vol. 28, n° 4, p. 353-372.

Hubert B., 2006. « Introduction. Sécuriser l'alimentation de la planète », p. 11-22, *in* : Hubert Bernard, Clément Olivier (éds.), 2006. *Le monde peut-il nourrit tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète*. IRD-Editions Quae, p. 17-18.

Hubert B. et Casabianca F., 2003. « Entre mondialisation et dynamiques localisées, quelle sécurisation pour des systèmes alimentaires durables ? », *in* : *Productions agricoles et développement durable*, *Inra Mensuel*, n° 116, p. 10-13.

Hwalla N., El Labban S. and Bahn R. A., 2016. « Nutrition security is an integral component of food security », *Frontiers in life science*, vol. 9, n° 3, p. 167-172.

Ilcan S. and Phillips L., 2003. 'Making food count: Expert knowledge and global technologies of government ', *Canadian Review of sociology and anthropology*, vol. 40, n° 4, p. 441-461.

Ilcan S. and Rygiel K., 2015. "Resiliency humanitarianism": Responsibilizing refugees through humanitarian emergency governance in the camp », *International political sociology*, vol. 9, n° 4, p. 333-351.

Janin P. 2017. Les politiques alimentaires en Afrique de l'Ouest : réponse au risque ou facteur d'insécurité ?, in : Grégoire E., Kobiané J.-F. et Lange M.-F. (dir.), 2017. *L'État réhabilité : les nouvelles politiques publiques en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Chapitre 8.

Janin P. 2016. *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Temporalités et spatialités du risque et de la décision*, Paris, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 364 p. (Vol. 1) et 369 p. (Vol. 2).

Janin P., 2015. « Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest », *BASE*, vol. 19, n° 3, p. 200-300.

Janin Pierre, 2010. « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », p. 5-22, *in* : Janin Pierre (coord.), 2010. *Surveiller et nourrir. La politique de la faim*, Paris, Karthala, *Politique africaine*, n° 119.

Janin P., 2009a. « La complexité du risque d'insécurité alimentaire en milieu sahélien » Paris, Armand Colin, *Les Annales de géographie*, n° 668, p. 430-448.

Janin P., 2009b. "Les émeutes de la faim : une lecture (géo-politique) du changement (social) », Paris, *Politique étrangère*, n° 2, p. 251-263.

Janin P., 1996. *«* Stratégies de sécurisation alimentaire en milieu rural et urbain dans le Centre de la Côte d'Ivoire *», Bulletin du Gidis,* Centre Orstom de Petit Bassam, Abidjan, n° 14, décembre 1996, p. 30-50.

Janin P. et Roy A., 2016. « La « résilience pour la sécurité alimentaire » au Burkina Faso : entre dires, labellisation et (re-)positionnements d'acteurs », XXXII° Journées du développement ATM 2016 *Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement*, Université Lille 1, Faculté des sciences économiques et sociales, 1° juin 2016, 14 p.

Jarosz L., 2011. « Defining world hunger: scale and neoliberal ideology in international food security policy discourse », *Food, culture and society*, vol. 14, p. 117–139.

Joseph J., 2013. "Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach", *Resilience: International policies, practices and discourses*, vol. 1, n° 1, p. 38-52.

Latour B., 2001. *Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*, Col. «Sciences en questions», Editions Quæ, INRA 108 p.

Lautze S., Bell W., Alinovi L. and Russo L., 2012. « Early warning, late response (again): The 2011 famine in Somalia », *Global food security*, vol. 1, n° 1, p. 43-49.

Leboeuf A. and Broughton E., 2008. Securitization of health and environmental issues: Process and effects. A research outline », *Health and Environment*, Document de travail, IFRI, Paris, may 2008, 21 p.

Legwegoh A. F. & Fraser E. D. G., 2015. « Food crisis or chronic poverty: Metanarratives of food insecurity in Sub-saharan Africa, *Journal of hunger & environmental nutrition*, vol. 10, n° 3, 313-342.

Leroy E., 1996. "Introduction", p. 7-30, *in* : Leroy Etienne, Karsenty Alain et Bertrand Alain (éds.), 1996. *La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables,* Coll. Economie et développement, Karthala, Paris, 388 p.

Liu P., Gilchrist P., Taylor B. and Ravenscroft N., 2017. "The spaces and times of community farming", *Agricultural and human values*, vol. 34, p. 363-375.

Masset E., 2011. « A review of hunger indices and methods to monitor country commitment to fighting hunger", *Food policy*, vol. 36, p. S102-S108.

Maxwell D., Fitzpatrick M., 2012. "The 2011 Somalia famine: Context, causes, and complications", *Global food security*, n° 1, p. 5-12.

Maxwell D. & Parker J., 2012. « Coordination in food security crises: a stakeholder analysis of the challenges facing the global food security cluster », *Food security*, vol. 4, n° 1, p. 25–40.

Maxwell D., Sim A., Mutonyi M., Egan R., 2007. *Emergency food security interventions: A state of art review*, Friedman School of nutrition science and policy (Tufts University)-Feinstein international center, Briefing paper, Draft, March 2007, 105 p.

Maye, D. and Kirwan, J., 2013. « Food security: a fractured consensus », *Journal of Rural Studies*, vol. 29, n° 1, p. 1–6.

McDonald M., 2008. « Securitization and the construction of security », *European journal of international relations*, vol. 14, n° 4, p. 563-587.

McKeon N., 2015. *Food security governance. Empowering communities, regulating corporations*, London & New York, Routledge, 246 p.

Michiels D., Egg J. & Blein R., 2012. « La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger : la rénovation urgente des politiques de sécurité alimentaire », *Cahiers agricultures*, vol. 21, p. 302-310.

Mooney, P., Hunt, S., 2009. « Food security: the elaboration of contested claims to a consensus frame », *Rural sociology*, vol. 74, p. 469–497.

Nafeez Mosaddeq A., 2011. « The international relations of crisis and the crisis of international relations: from the securitisation of scarcity to the militarisation of society, *Global change, peace & security*, vol. 23, n° 3, p. 335-355.

Natsios A. S., 1995. « NGOs and the UN system in complex humanitarian emergencies : conflict or cooperation ? », *Third world quarterly*, vol. 16, n° 3, p. 405-420.

Nauclér I., 2013. *Hunger: a matter of security? A case study of North Korea and Madagascar*, International relations and economics, Halmstad, 46 p.

Negatu W. and Musahara H. (ed.), 2016. *Innovations in achieving sustainable food security in Eastern and Southern Africa*, Organisation for social science research in Eastern and Southern Africa, (OSSREA), Addis Ababa, 312 p.

O'Connell, D., Walker, B., Abel, N., Grigg, N., 2015. *The Resilience, adaptation and transformation assessment framework: From theory to application*, CSIRO, Australia.

O'Connell, D., Abel, N.,Grigg, N., Maru, Y., Butler, J., Cowie, A., Stone-Jovicich, S., Walker, B., Wise, R., Ruhweza, A., Pearson, L., Ryan, P., Stafford Smith, M., 2016. *Designing projects in a rapidly changing world: Guidelines for embedding resilience, adaptation and transformation into sustainable development projects (Version 1.0)*, Global environment facility, Washington, D.C., 112 p.

Olivier de Sardan J.-P., 2005. « Le chaînon manquant », Sciences sociales et développement. Le savoir et le politique, *Courrier de la planète*, n° 74.

Øygard R., 2005. *Malawi's persistent food crisis*, http://www.aae.wisc.edu/seminars/papers/2005%20Fall%20papers/DevEcon/oygard.12.08.pdf.

Misselhorn A. Eakin H. Devereux S., Drimie S., Msangi S., Simelton E. and Stafford Smith M., 2010. « Chapter 7. Vulnerability to what? », p. 87-114, *in* : Ingram J. Ericksen P. and Liverman D. (ed.), 2010. *Food security and global environmental change*, Earthscan, 358 p.

Nussio E. and Pernet C. A., 2013. "The Securitization of food security in Colombia, 1970–2010", *Journal of Latin American studies*, 45, p. 641-668.

Pangaribowo E. H., Gerber N. and Torero M., 2013. "Food and nutrition security indicators: A review", *FOODSECURE working paper 04*, Interdisciplinary research project to explore the future of global food and nutrition security, ZEF-UBO/IFPRI 49 p.

Partenaires globaux-IPC, 2012. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : Manuel technique version 2.0. Preuves et normes pour une meilleure prise de décision en sécurité alimentair*e, FAO, Rome.

Pingali P., Alinovi L. and Sutton J., 2005. "Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience", *Disasters*, vol. 29, n° S1, p. S5–S24.

Rittel Horst W.H. and Webber Melvin M., 1973. « Dilemmas in a general theory of Planning », *Policy science, vol.* 4, p. 155–169.

Roshni M., 2007. *Famine in Malawi: Causes and consequences*, Human Development Report Office, Occasional paper, Human development report 2007/2008, 14 p.

Sage, C., 2013. « The interconnected challenges for food security from a food regimes perspective: Energy, climate and malconsumption », *Journal of rural studies*, vol. 29, p. 71–80.

Schanbacher, W.D., 2010. *The politics of food: the global conflict between food security and food sovereignty*, Praeger international, Santa Barbara, 148 p.

Schiavoni Christina M., 2017. « The contested terrain of food sovereignty construction: toward a historical, relational and interactive approach, *The journal of peasant studies*, vol. 44, n° 1, p. 1-32.

Scoones I., 1998. Sustainable rural livelihoods: a framework for analysis, *IDS Working Paper*, n° 72, Institute of development studies, 22 p.

Spitz P., 1978. « Silent violence: Famine and inequality », *International social science journal,* vol. 30, n° 4, P. 867–892.

Start D. and Hovland I., 2004. *Tools for policy impact. A handbook for researchers*, Research and policy in development (rapid), ODI, 83 p.

Tendall D. M. Joerin J. Kopainsky B., Edwards P., Shreck A., Le Q. B., Kruetli P., Grant M. and Six J., 2015. "Food system resilience: Defining the concept", *Global food security*, vol. 6, p. 17-23.

Trentmann C., Latzke U., Jülich E., von Oppeln C., 2015. *Orientation framework. Sustainable food and nutrition security*, Welhunger hilfe, Bonn, 136 p.

Trench P., Rowley J. Diarra M., Sano F., Keita B., 2007. *Beyond any drought. Root causes of chronic vulnerability in the Sahel*, The sahel working group (ACF-British red cross-Care-Concern-Christian aid-Oxfam-Relief international-Save the children-Tearfund-World vision), june 2007, 23 p.

Twigg, J., 2004. *Good Practise Review*. *Disaster risk reduction: mitigation and preparedness in development and emergency programming*, Humanitarian Policy Group, ODI, London, p. xiii + 365 p.

United Nations office for disaster risk reduction, 2004. *Disaster risk reduction tools and methods for climate change adaptation*, UNRISD, 22 p.

UN-HLTF, 2011. *Food and nutrition security: Comprehensive framework for action. Summary of the updated comprehensive framework for action (UCFA)*, United Nations system-high level task force on global food security (HLTF); Rome/Genève/New York, august 2011, 25 p.

Urruty N., Tailliez-Lefebvre D. et Huyghe C., 2016. « Stability, robustness, vulnerability and resilience of agricultural systems. A review », *Agronomy for sustainable development*, vol. 36, n° 1, p. 2-15.

Walker J. and Cooper M., 2011. "Genalogies of resilience: From systems ecology to the political economy of crisis adaptation", *Security Dialogue*, vol. 42, n° 2, p. 143-160.

Watts M. J., 1983. "The political economy of climatic hazards: A village perspective on drought and peasant economy in a semi-arid region of West Africa », *Cahiers d'études africaines*, vol. 23, n° 89-90. p. 37-72.

Yuksel H., Karantininis K. and Hess S., 2017. « Reconsidering media discourses on food crisis from a quantitative perspective », *Journal of food products marketing*, vol. 23, n° 4, p. 398–415.